

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Remise-en-cause-de-l-etat-d-exception-en-Colombie>

Remise en cause de l'état d'exception en Colombie

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : jeudi 28 novembre 2002

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Agence France-Presse

Bogota, Colombia

Pour la première fois depuis son investiture le 7 août, le président colombien Alvaro Uribe a subi un revers avec la remise en cause partielle mardi de l'état d'exception par le Conseil constitutionnel.

Malgré 38 ans de guerre civile, avec un bilan de plus de 200 000 morts, la Colombie reste un pays démocratique attaché au respect des formes malgré les atteintes quotidiennes au droit international humanitaire commises par les rebelles, comme l'enlèvement d'enfants ou de civils sans défense.

Reconduites pour 90 jours par le pouvoir le 10 novembre après leur mise en oeuvre le 12 août, pour affronter la violence persistante de la guérilla, les principales mesures de l'état d'exception, qui instaurent des « zones spéciales » commandées par des généraux dans le nord et l'est du pays andin, ont été toutefois considérées par le Conseil comme « constitutionnelles ».

Mais la faculté donnée aux militaires d'engager des enquêtes judiciaires a été rejetée par cet organisme, en vertu de l'article 251 de la Constitution, qui en réserve le droit « à la police ».

Au nom de la « liberté d'expression », le Conseil a également refusé que soit exigée des journalistes étrangers une autorisation écrite du ministère de l'Intérieur, avant chacun de leurs déplacements dans ces « zones spéciales », menacées par l'influence rebelle.

Malgré les renforcements des contrôles militaires depuis plus de trois mois, dans le cadre de l'état d'exception, la guérilla a continué de frapper.

Coup sur coup, des attentats à la voiture piégée à Arauca (est), ainsi qu'à la bombe à Chalan (nord) et à Natagaima (sud-ouest) ont fait deux morts dans chaque cas, fin octobre.

Dix militaires colombiens ont été tués et deux autres blessés par l'explosion d'un engin piégé à leur passage près de Mocoa (sud) mardi. Quatorze soldats avaient été tués et sept blessés lundi dans un affrontement avec les rebelles à Paz de Ariporo (nord-est).

Ces deux dernières offensives ont été perpétrées par un commando des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, marxistes), selon l'armée.

Face au durcissement du régime, avec un chef de l'État décidé à en découdre avec les rebelles même s'il maintient sa volonté de négocier un cessez-le-feu par l'intermédiaire de l'ONU, la guérilla est visiblement décidée à rendre coup pour coup aux forces de l'ordre.

Un échange entre prisonniers rebelles et otages des FARC, dont Ingrid Betancourt, reste malgré tout à l'étude à Bogota. L'ancienne candidate des Verts à la présidentielle est séquestrée depuis le 23 février par cette guérilla.